CIDFF
Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles
Loire



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

PRÉSENTÉ LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 27 AVRIL 2026

Sommaire

P.03 RAPPORT MORAL

NOS VALEURS ET NOS MISSIONS P.04

P.05 LE CIDFF DE LA LOIRE EN CHIFFRES pour 2025

LES TEMPS FORTS de l'association P.07

P.09 NOS ACTIVITÉS

NOS MOYENS D'ACTION P.20

Rapport Moral
de la Présidente



J'avais évoqué l'an passé une année chaotique dans une période anxiogène. Je crains malheureusement que cela ne devienne la règle et que nous devrons apprendre à évoluer dans un univers hostile les prochaines années. Bien sûr il y a des avancées : l'inscription dans la loi du non-consentement dans la définition pénale du viol et des agressions sexuelles, l'abrogation de la notion de « devoir conjugal », et tout dernièrement un symbole avec la réhabilitation des femmes ayant avorté avant la loi Veil de 1975. Mais le rapport 2026 du Haut Conseil à l'Egalité (HCE) vient fortement percuter ces avancées. Ainsi, le sexisme reste profondément ancré dans la société française. Dans la sphère privée, 74% des tâches domestiques et parentales sont assurées par des femmes et après une séparation, le niveau de vie des femmes baisse en moyenne de 20% contre 3% pour les hommes. Dans la sphère professionnelle, les femmes représentent près de 60% des salarié.e.s au SMIC et occupent 8 emplois à temps partiel sur 10, la plupart du temps subi. Plus globalement dans notre société le rapport du HCE identifie deux formes de sexisme : le sexisme paternaliste (faussement bienveillant qui légitime une hiérarchie entre les hommes et les femmes) et le sexisme hostile dont la traduction la plus inquiétante est le masculinisme. Il s'agit d'un mouvement réactionnaire international structuré qui représente une menace réelle pour la cohésion sociale, la sécurité publique et les principes démocratiques.

Le CIDFF42 a décidé en 2025 de revoir son projet associatif pour l'adapter à l'évolution de la société et a souhaité s'affirmer comme une association féministe engagée pour une société solidaire, égalitaire et inclusive.

Face à tout ceci, les projets et les sollicitations sont nombreux, les envies aussi, mais malheureusement depuis plusieurs années nous nous heurtons à un manque crucial de moyens. Avec l'accroissement des subventions sur appels à projets, des financements aux résultats et plus globalement la mise en délibération tardive des subventions, la trésorerie s'est considérablement tendue, et l'association se retrouve exposée à un « effet ciseau ». La tendance étant chez la plupart des financeurs de sous-estimer le coût réel des activités.

Heureusement je peux compter sur un Conseil d'Administration actif, à l'écoute, sur une équipe de salariées pleinement investie et sur l'appui de nos fédérations nationale et régionale.

Enfin, en 2025, outre les réunions régulières de notre CA et du bureau, comme chaque année en décembre nous avons réuni notre comité des financeurs, que nous remercions vivement pour leur toujours forte et active participation. Nous avons participé à de nombreuses formations, colloques, ciné-débats, organisé une porte ouverte et enclenché notre ambition de devenir un « lieu ressources » reconnu et identifié pour l'accès aux droits des femmes. Nous souhaitons renforcer notre visibilité auprès des professionnel.le.s du département. L'année 2026 va être marquée par le renouvellement de notre agréement par l'Etat qui courra jusqu'en 2031, mais nous en reparlerons l'année prochaine.

Je vous remercie pour votre attention.

Brigitte MARTY
Présidente

Nos principes d'action et nos valeurs

Depuis plus de 50 ans, les Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles exercent une **mission d'intérêt général,** confiée par l'État, pour favoriser l'**accès aux droits des femmes** et leur **insertion socio-économique.**

Le CIDFF de la Loire, intervient depuis 2008 sur l'ensemble du département de la Loire. Il dispose d'un agrément de l'Etat, service droits des femmes (2022-26). Son activité s'inscrit dans le Code de l'Action sociale et des Familles.

L'équipe est composée de 7 professionnelles : juristes, conseillères en insertion professionnelles, agent d'accueil, chargée de projet égalité, directrice.

3 services complémentaires

- **Accès au droit :** information juridique gratuite et confidentielle sur RDV
- **Emploi/insertion :** accompagnement personnalisé vers l'emploi de femmes
- **Education, sensibilisation, formation**

Nos principes d'action

- Rendre les femmes actrices de leur **autonomie** personnelle, professionnelle et sociale
- Promouvoir l'**égalité** entre les femmes et les hommes
- Lutter contre les **violences** sexistes et sexuelles
- Accueillir chaque femme en tenant compte des **spécificités** de son parcours et lui proposer un accompagnement global

Nos engagements

- Accueil **inconditionnel**
- **Gratuité**
- **Confidentialité**

L'association adhère à la Fédération régionale AURA des CIDFF et à la Fédération nationale des CIDFF.

Le CIDFF en chiffres
pour 2025

*Comparaison par rapport à 2024

1 095 +9.8%*

personnes informées sur leurs droits individuellement

89 +5*

femmes en (ré)insertion professionnelle accompagnées

540 h +61.7%*

d'actions collectives ont permis de sensibiliser ou de former
1684 personnes

7
salariées
6.6 etp

13
lieux de **permanences**
sur le département
dont **9** en QPV
6 France Services

10
expositions
disponibles
pour les
partenaires

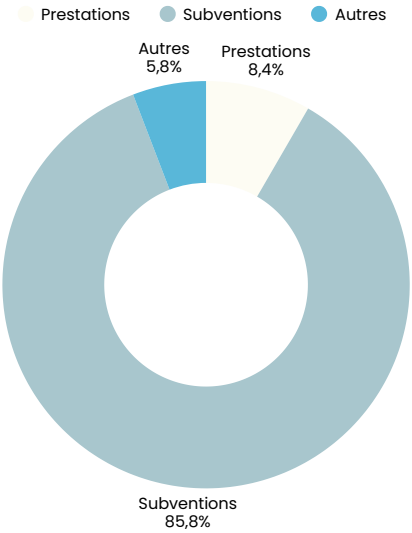
Le CIDFF en chiffres pour 2025

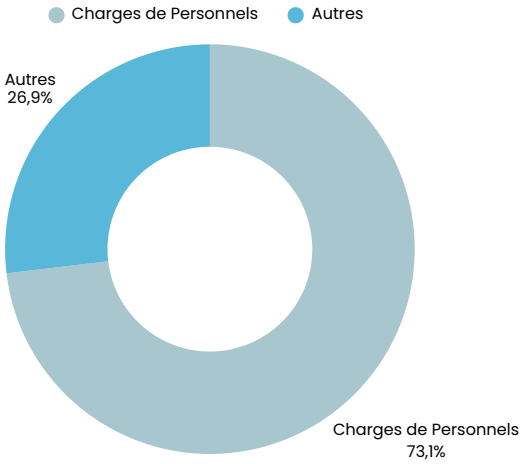
Résultat comptable 2025

Total des produits : 303 948€ (+18.3%)

- prestations de services 25 403€
- subventions 260 818€
- autres 17 727€

85.8% du total des produits sont des subventions. Elles proviennent à 52.8% de l'Etat, à 15.3% de la Région, à 8.8% de la Ville de St-Etienne, à 8.8% de la Métropole stéphanoise, à 4.6% de la CAF





Total des charges : 307 815€ (+13.2%)

- charges de personnels 225 058€
- autres 82 757€

Les charges de personnels représentent 73% du total des charges. L'augmentation des charges de personnels par rapport à 2024 (+15,7%) s'explique par l'accroissement de l'activité (nouveau projet amorcé en novembre 2024), mais aussi et surtout par l'impact financier de l'indemnité Ségur sur une année pleine.

Résultat -3 866€

Le résultat légèrement déficitaire s'explique principalement par une revalorisation des salaires dans le cadre du SEGUR, avec un impact global sous-financé eu égard à l'augmentation du taux de charges qui en découle.

L'année 2026 devrait permettre une diversification des sources de financements. Une réflexion de fond est en outre menée sur les activités et les territoires couverts, et un arbitrage sur les permanences juridiques devra être fait tenant compte des efforts de financements des différentes collectivités.

Les Temps Forts
de l'association

07 MARS

CONFÉRENCE DÉBAT

Maison de l'Emploi

Conférence autour des mobilisations collectives. Avec le collectif des femmes de chambre de l'Hôtel Ibis de Batignolles



BUS DE L'EGALITE

Métropole de Saint-Etienne

2 semaines de sensibilisation à l'égalité, aux discriminations et violences sexistes et sexuelles dans les collèges et lycées

07 FEV - 8 MARS

10 MARS

L'ÉGALITÉ ÇA SE TRAVAILLE

Hotel de ville

Exposition et visite guidée





DERBY FOOT FÉMININ

Stade Geoffroy Guichard

22 MARS

03 ET 04 AVRIL

IVG EN QUESTION

Roanne, Rive-de-Gier et Saint-Etienne

3 séances de conférences gesticulées



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Maison de l'Emploi

17 AVRIL

26 AOUT AU 22 OCT

TRAVAIL SUR LE PROJET ASSOCIATIF

Maison de l'Emploi

5 jours en présence des administratrices et salariées (DLA)



Les Temps Forts
de l'association

14 OCT

CINÉ DÉBAT

Cinéma Le Mélies Saint-Etienne

"Mascus. Les hommes qui détestent les femmes" (2024)



COPIL REFUSEZ LES VIOLENCES

Lancement du projet multipartenarial de livret d'information à destination des femmes victimes de violences au sein du couple

24 OCT

31 OCT

CONVENTION FRANCE TRAVAIL

Renouvellement de la convention



CINÉ DÉBAT

Cinéma Le Mélies Saint-Etienne

"On vous croit" (2025)
Avec les ambassadeurs·rices 15-25.

12 NOV

25 NOV

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Préfecture de la Loire / RFC Saint-Etienne

Participation à la conférence de presse de la Préfecture de la Loire et à l'émission "*L'invité de la rédaction*" de RFC St-Etienne



PRÉVENTION HARCÈLEMENT DE RUE

Dojo d'Andrézieux-Bouthéon

Sensibilisation sur le harcèlement de rue, réservée aux femmes

29 NOV

L'accès au Droit
Activité

Le CIDFF de la Loire assure un service départemental d'accès au droit, **neutre**, **confidentiel** et **gratuit**.

Rendre l'information juridique **accessible**, **compréhensible** et **intégrable dans la vie quotidienne** constitue un pilier de l'association.

Les juristes apportent une écoute globale et personnalisée afin d'aider les personnes à obtenir des informations concernant leur·s problématique·s. De nombreuses situations peuvent ainsi être traitées avant l'engagement de procédures contentieuses.

Entretiens physiques ou téléphoniques

Exclusivement sur RDV auprès du standard

Durée : **30 min à 1h**

2 semaines maximum entre la formulation de la demande et le RDV

Les permanences en 2025

Un **siège social** à St-Etienne

Une **antenne** à Roanne

10 permanences décentralisées, dont :

- 6 en Frances Services
- 2 en Centres Sociaux
- 2 autres





Préserver l'accès au droit dans un contexte de dépendance aux financements locaux

Le **déploiement territorial** des permanences juridiques a connu en 2025 des **évolutions contrastées**, directement liées aux **contraintes d'équilibre budgétaire** et aux modalités de financement local.

Ainsi, les permanences de Boën-s/-Lignon et de Feurs ont dû être suspendues. Par ailleurs, une permanence précédemment assurée dans le cadre d'une délégation du CDAD a également été abandonnée. Ces arbitrages illustrent la **dépendance structurelle aux financements locaux** et aux dispositifs partenariaux, et soulignent la difficulté à garantir une couverture territoriale homogène sans engagement pérenne des collectivités.

Parallèlement, des **actions expérimentales** ont été menées afin **d'intensifier la présence** sur des territoires ciblés, en particulier au sein de **territoires prioritaires de la métropole stéphanoise**. Ces initiatives ont permis de renforcer l'offre de service sur des zones identifiées comme prioritaires, en adaptant les modalités d'intervention aux besoins spécifiques des publics : entretiens individuels et ateliers collectifs

En outre, l'implantation du CIDFF dans des espaces **« France services »** s'est accrue au cours de l'année (de 4 à 6), ce qui constitue un **levier important de visibilité et d'accessibilité**. À titre d'exemple, la relocalisation de la permanence sur la commune d'Andrézieux-Bouthéon au sein d'une Maison France Services a permis une augmentation significative de l'activité.

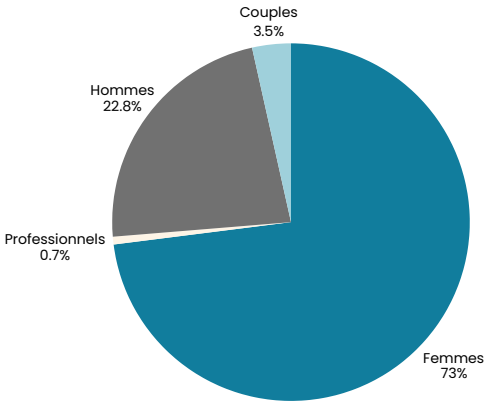
Ces évolutions traduisent à la fois la **capacité d'adaptation** du CIDFF et la nécessité de **consolider les conditions de financement** afin de garantir, dans la durée, une **présence territoriale stable, lisible et équitable**.

L'accès au Droit
Activité

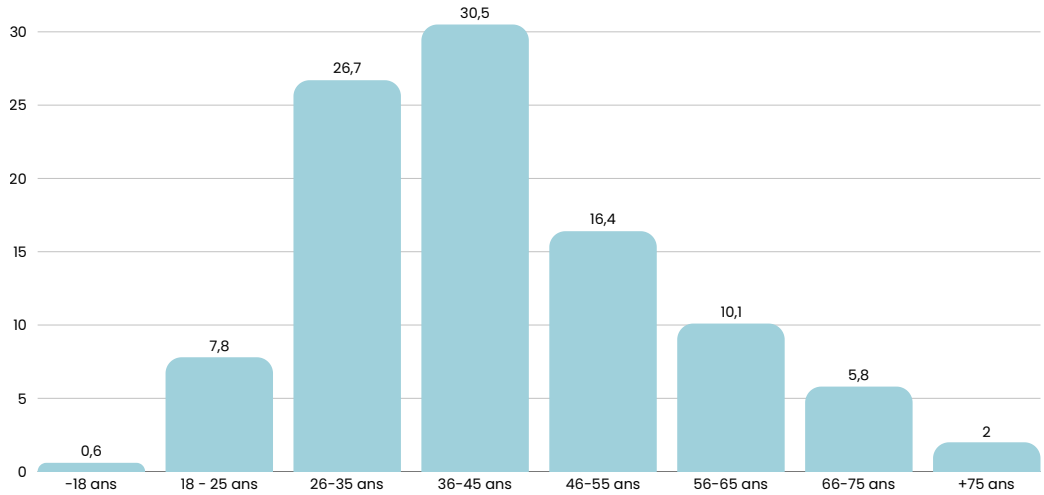
1095 personnes **ont été informées individuellement** dans le cadre de 1317 entretiens. L'augmentation du nombre de personnes se poursuit: +9.8% par rapport à l'année 2024 qui avait déjà enregistré une augmentation de **+3%** par rapport à 2023.

Caractéristiques des personnes informées

73% des personnes informées sont des femmes (+3.4 points par rapport à 2024), **22.8%** sont des hommes (+1.3 pts), **3.5%** des couples (-2.2 pts) et **0.7%** des professionnel.le.s (-2.5 pts).



La tranche d'âge la plus représentée demeure celle des 36-45 ans. Leur nombre a légèrement augmenté par rapport à 2024 (333 contre 323) mais le ratio diminue (-1.9 pts).
L'augmentation de la fréquentation des permanences juridiques par rapport à 2024 est surtout imputable à un accroissement important des publics âgés de 26 à 35 ans (+8.6 pts), et de ceux âgés de 46 à 55 ans (+ 6.2 pts).
Au total, **73.6%** des personnes informées en 2025 avaient entre 26 et 55 ans.



Répartition en % par tranches d'âges

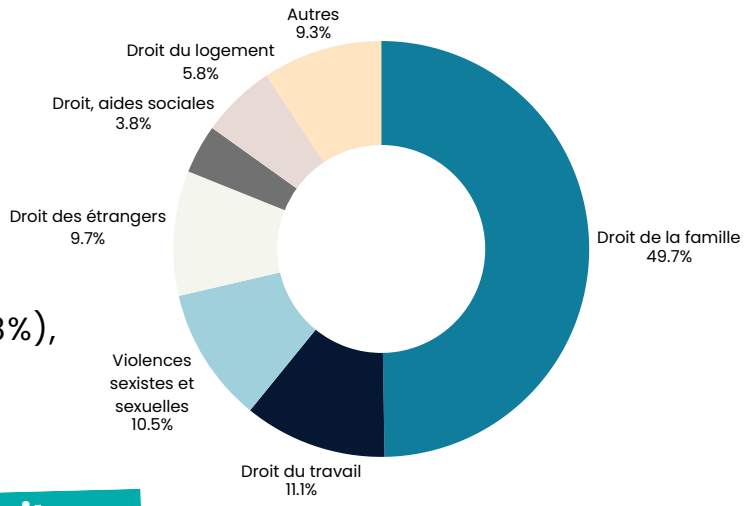
L'accès au Droit
Activité

Répartition par domaine du droit traité

Globalement, la répartition reste relativement similaire aux années précédentes et les tendances observées s'accentuent :

- Depuis 2022, le nombre et le ratio des demandes en **droit de la famille** ne cessent d'**augmenter**. Elles représentent désormais **49.8%** des demandes (+2 pts par rapport à 2022)
- Le **droit du travail** reste relativement **stable** depuis 2022 et représente le 2nd domaine du droit traité, soit **11.1%** des demandes
- Les demandes relatives aux **violences sexistes et sexuelles** augmentent progressivement depuis 2022, soit **10.5%** des demandes (+4.1 pts en 4 ans)
- Le **droit des étrangers** représente **9.8%** des demandes

Si la spécialisation autour de ces 4 domaines du droit se poursuit, les juristes continuent de dispenser une information généraliste autour des problématiques diverses de la vie quotidienne :
droits, démarches et aides sociales (3.8%), droit du logement (5.8%), autres (9.3).



Zoom sur l'action « Lumière sur vos droits »

Objectif : Faciliter l'accès au domaine juridique pour les habitants des QPV de la métropole stéphanoise, en particulier les femmes, .

→ Intensification et extension des permanences (**3 nouveaux QPV** : Rive-de-Gier, La Ricamarie, Firminy)

→ Participation à **19 réunions territoriales** pour s'inscrire pleinement dans les dynamiques de coopération à l'échelle des quartiers

→ 3 sessions d'ateliers collectifs « Connaître les bases en droit du travail »
41 femmes informées

→ Conception de 4 autres ateliers thématiques
- *« Savoir régler un litige »*
- *« Droits des femmes étrangères »*
- *« Connaître et utiliser le vocabulaire juridique »*
- *« Connaître les institutions françaises et leurs attributions »*

Ces ateliers seront déployés en 2026 dans les QPV de la Ricamarie, du Chambon-Feugerolles, de Rive-de-Gier, de St-Chamond, et de St-Etienne.



Accompagnement vers l'Emploi
Activité

Une approche spécifique reconnue par l'Etat

Le CIDFF de la Loire est agréé **Bureau d'Accompagnement Individualisé vers l'Emploi** par l'Etat (CPO 2021-26), qui reconnaît la pertinence de son approche spécifique pour accompagner les femmes dans leurs démarches d'insertion ou de réinsertion professionnelle.

De façon **complémentaire au Réseau Pour l'Emploi (RPE) et aux acteurs de l'insertion,** le CIDFF s'adresse à des femmes rencontrant des obstacles spécifiques dans leurs démarches ou dont les perspectives classiques d'emploi impliquent une position infériorisée sur le marché du travail.
Via un accompagnement au long cours, une attention particulière est portée aux différentes étapes de parcours. Les femmes peuvent en effet faire face à d'autres problématiques qui seront prioritaires à leur entrée ou réinsertion sur le marché du travail : violences au sein du couple, garde d'enfants, confiance en soi dégradée, freins linguistiques, manque de formation.

La **libre adhésion** est au cœur de la démarche.

En 2025, le CIDFF a renouvelé son **accord-cadre de partenariat avec France Travail** pour favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la mixité professionnelle.

Le CIDFF est membre du **Service Public Régional de l'Orientation (SPRO).**

Pourquoi un accompagnement spécifique ?

Malgré la participation massive et croissante des femmes au marché du travail depuis 1975 en France, celles-ci rencontrent encore des **difficultés spécifiques** et **accrues** d'accès à l'emploi. Les impératifs de retour rapide sur le marché du travail peuvent s'avérer inadaptés aux temporalités des personnes dites (très) éloignées de l'emploi, parmi lesquelles les femmes sont sur-représentées. Les objectifs de placement rapide par les opérateurs de l'insertion classiques peuvent par ailleurs amener à reproduire la structure genrée du monde du travail, déjà fortement segmenté.



Accompagnement vers l'Emploi
Activité

Programme ARIANE, le chemin vers l'emploi

Pour qui ? Toute femme désireuse de bénéficier d'une aide concrète dans la reprise d'une activité professionnelle

Comment ?

1. Sur prescription d'un·e professionnel·le de l'emploi et de l'insertion ou un·e travailleur·euse social·e, ou sur la base du volontariat
2. Signature d'un contrat d'engagement et définition d'un plan d'action
3. Adaptation au rythme et à la situation personnelle
4. Pas de durée maximale d'accompagnement

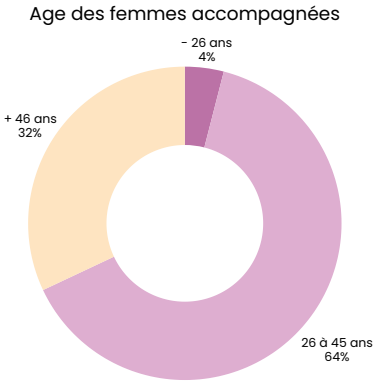
Quoi ?

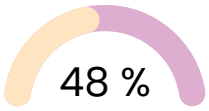
- Des rendez-vous individuels en face-à-face ou par téléphone
- Des ateliers collectifs pour échanger avec les autres femmes engagées dans le parcours, trouver du soutien, créer du lien et acquérir des outils pour trouver un emploi.

50 Femmes accompagnées
↳ dont 35 sorties positives (70%)

Caractéristiques des femmes accompagnées

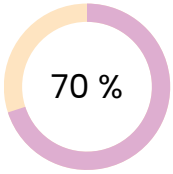
La grande majorité d'entre elles a entre 26 et 45 ans (64%, soit +16 pts)
Les plus de 46 ans sont moins nombreuses qu'en 2024 (32%, soit -16 pts)
Les moins de 26 ans restent très minoritaires (4%, comme en 2024)





d'entre elles sont demandeuses d'emploi depuis plus de 2 ans (+10 pts), dont 18% depuis plus de 5 ans (-8 pts)

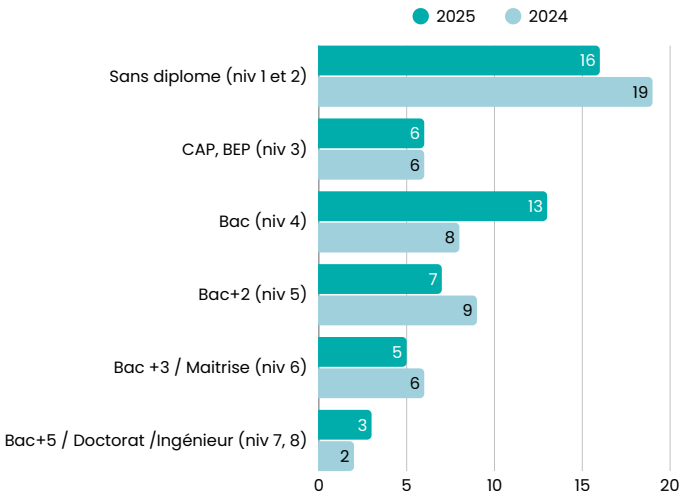
Les femmes ne vivant pas en couple, avec ou sans enfants, restent très majoritaires (70% contre 78% en 2024).
On note une augmentation des femmes vivant en couple avec enfants (+8pts).



Accompagnement vers l'Emploi
Activité

Caractéristiques des femmes accompagnées

Effectif par niveau de qualification



L'hétérogénéité des niveaux de qualification, déjà pointée depuis 2023, se confirme.
Fait notoire, les femmes exilées hautement qualifiées (niveau master ou doctorat) représentent 6% en 2025 (4% en 2024).

On note aussi que :

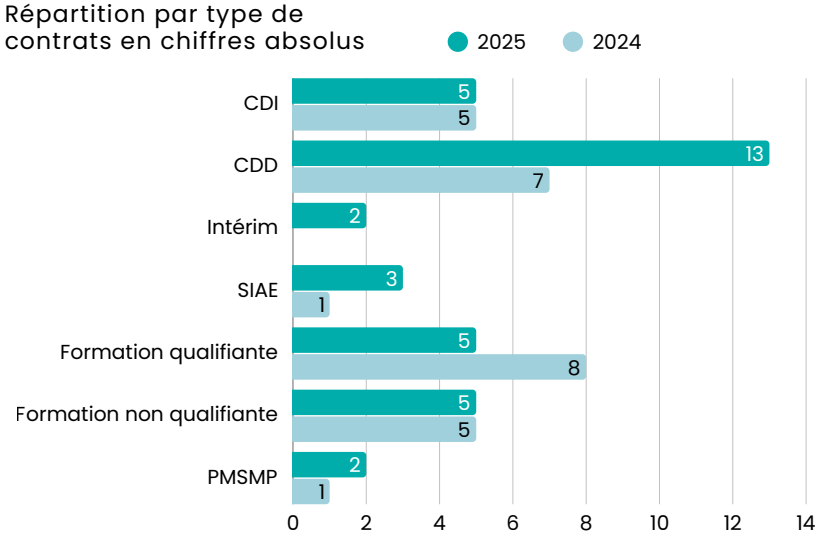
Par rapport à 2024

- 48% relèvent du **FLE*** — *+30 pts*
- 46% traversent/ont traversé une **situation de violences** dans la sphère conjugale — *+12 pts*
- 38% résident en **quartier prioritaire** — *+4 pts*

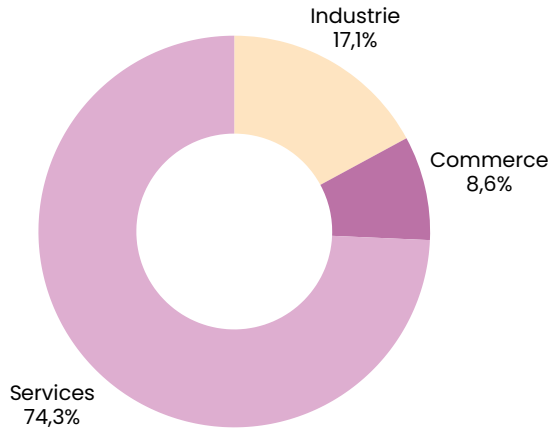
**Français Langue Etrangère*

Informations sur les sorties positives

Répartition par type de contrats en chiffres absolus



Répartition par secteur d'activité en %



Zoom sur l'histoire de Josefina

Accompagnée par le CIDFF de la Loire d'avril à octobre 2025

" Je souhaiterais trouver un emploi rapidement pour subvenir seule aux besoins de mes deux enfants"

Repérage situation initiale et freins

Travail sur la valorisation des compétences et la confiance en soi

Connaissance du territoire

Découverte des transports en commun, offres d'emploi, Accompagnement par une juriste pour renouvellement des papiers

Réinsertion professionnelle

Signature d'un CDD renouvelé avec promesse d'embauche dans un hôpital de la Loire en tant qu'ASH

Accompagnement vers l'Emploi
Activité

TREMPLIN vers l'emploi des Femmes

Grâce au soutien de l'Etat et de St-Etienne Métropole (Contrats de ville), cette action a permis d'accompagner 39 femmes **habitantes de QPV** de **5 communes** de la Métropole stéphanoise vers l'insertion socio-professionnelle.

Elle consiste en un parcours de 20 ateliers **collectifs** sur une durée de **5 semaines consécutives** : droit du travail, santé, modes de gardes, mobilité, techniques de recherche d'emploi, visites d'entreprises, participation à des forums…

L'action a permis une forte dynamique de remobilisation, avec des mises en relation concrètes avec des employeurs, plusieurs reprises d'emploi ou entrées en formation, ainsi qu'une ouverture vers des parcours diversifiés. Elle a également renforcé l'autonomie et le pouvoir d'agir des participantes, tout en consolidant les partenariats locaux autour de l'insertion professionnelle des femmes.

En chiffres

- **3 sessions**
- **30 journées** d'accompagnement
- **29 partenariats** mobilisés
- **48 orientations** (Relais emploi, PLIE, PVS, CHRS, missions locales)
- **39 femmes accompagnées** :
  - 51% de 40 à 55 ans ; 36% entre 30 et 40 ans ; 10% entre 20 et 30 ans ; 3% +55 ans
  - 72% ne vivent pas en couple, 36% vivent seule avec enfants, 36% sans enfants
- **80% d'assiduité**





Effets immédiats

- **4 CDI ou CDD de + d'1 an** décrochés immédiatement
- **43 candidatures** déposées auprès des employeur·e·s rencontrés au cours de l'action
- **4 orientations** sur des dispositifs d'**aide à la création d'activité**
- **9 orientations** sur d'autres **dispositifs d'insertion**
- **9 prises de RDV** avec les intervenant.e.s des ateliers "santé" ou information juridique

Accompagnement vers l'Emploi
Activité

Zoom sur le projet "Le choix de sa voie"

L'accès à des programmes de formation et les conditions d'apprentissage du français pour les personnes exilées restent marqués par des inégalités de genre. À cela s'ajoutent des interruptions de scolarité plus fréquentes et un moindre accès antérieur à l'éducation pour certaines femmes.

Grâce au soutien du Fonds Ayudar, 10 femmes en insertion professionnelle ont bénéficié d'une formation intensive de 80h de Français Langue Étrangère. Parmi elles, 6 ont pu se présenter à l'examen de certification DELF (niveaux A1 à B2).

Couplé à un accompagnement global, ce programme a contribué à lever les freins à l'emploi et à favoriser l'autonomie des femmes concernées en leur permettant de développer des compétences linguistiques solides et d'acquérir un diplôme.

Zoom sur le projet "Operation'ELLES"

Grâce au soutien de la *Ville de St-Etienne*, 6 femmes en insertion professionnelle ont bénéficié d'une formation au CACES, complétée par des ateliers préparatoires favorisant la découverte du secteur industriel.

Cette action visait à élargir leurs perspectives professionnelles vers des métiers porteurs mais peu féminisés.
La formation, réalisée à l'AFPA de Saint-Étienne, a été exigeante sur les plans théorique et pratique. La dynamique collective a toutefois soutenu les participantes dans leurs apprentissages.

3 femmes sur 6 ont obtenu la certification, avec des difficultés liées notamment au niveau de français et au manque d'expérience ou de permis de conduire pour certaines.





Sensibilisation & Formation
Activité

Au-delà des activités d'information des femmes et des familles, le CIDFF de la Loire se mobilise de manière plus préventive pour **véhiculer une culture de l'égalité** et **lutter contre toute forme de sexisme**.

Sensibiliser à tous les âges de la vie



1124 personnes ont été sensibilisées directement, dans le cadre scolaire, à l'université, en Service National Universel, via des associations d'éducation populaire, ou lors d'événements grand public.

↳ **128 H d'intervention**

Et aussi

- Organisation ou co-animation de **4 cinés-débats** avec différents partenaires
- Participations à **3 Emissions radio**
- **5 stands de sensibilisation** à l'occasion d'événements sur l'espace public du territoire
- Participations à **2 table-rondes**

Former les professionnel·le·s et les organisations...

Depuis 2024, le CIDFF de la Loire est en capacité de délivrer des formations dans le cadre de la **certification QUALIOPI**, en qualité de sous-traitant de la FRCIDFF AURA.

Qualiopi processus certifié
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
La certification qualité à été délivrée au titre de la catégorie d'action suivante : **Action de formation**

2 thématiques
- Intégrer l'**égalité femmes-hommes** dans ses pratiques professionnelles (*Culture, éducation*)
- Prévenir et lutter contre les **violences sexistes et sexuelles au travail**

↳ **25h30** en 2025
33 professionnel.le.s (*18 hommes et 15 femmes*)

Sensibilisation & Formation
Activité

... et les outiller

Fin 2025, l'association a pu acquérir **2 nouvelles expositions** pour enrichir le catalogue et sensibiliser sur de nouveaux sujets. Nous disposons ainsi de 10 expositions et de nombreux jeux de sensibilisation disponibles en prêt ou en location à prix réduits pour l'ensemble des organisations du département.

Zoom sur l'exposition « Les grandes résistantes contemporaines »

Réalisée par Femmes Ici et Ailleurs

Nombreuses sont les femmes qui écrivent l'Histoire de notre temps. À travers leur parcours, l'exposition aborde des questions clés telles que le respect des minorités, les luttes contre les lois injustes ou les gouvernements totalitaires, l'égalité des sexes, le développement durable, les combats pour une citoyenneté pleine et entière, les conflits et, bien entendu, la paix.



Zoom sur l'exposition « Sang pour sans règles »



Réalisée par Centre Hubertine Auclert, Mirion Malle, Stéphanie Poche

L'exposition a pour objectif de lutter contre les idées reçues et le tabou autour des règles notamment en milieu scolaire. Composée de 12 panneaux dont 1 quizz, elle aborde différentes thématiques et permet de tout savoir sur les règles.

Nos moyens d'action

Une gouvernance mobilisée

Le Conseil d'administration réunit partenaires, représentant·e·s du réseau et personnalités qualifiées.

Composition du bureau au 27 avril 2026

Brigitte MARTY	Liliane MEA KUNSZT	Sophie JULLIOT
Présidente	**Trésorière**	**Secrétaire**

Une expertise salariée

L'expertise du CIDFF de la Loire est portée par une équipe de 7 professionnelles.

Mellila BAKHA Directrice
Debora ADOU Assistante de gestion
Ninon PAYRE Juriste
Marianne PRUVOST Juriste
Valérie THOMAS Conseillère en Insertion Professionnelle
Marine DES ROSEAUX Conseillère en Insertion Professionnelle
Tiphaine DAVID-ROGEAT Chargée de projet égalité en alternance

Le CIDFF soutient une politique de formation visant à anticiper les transformations sociales et à améliorer les capacités d'informer et d'accompagner les publics.

En 2025, l'équipe bénéficié de **160h de formation**, notamment :

- 3 professionnelles ont bénéficié d'une formation de formateurs certifiante (30h), dispensée par la CCI. A ce jour, toutes les personnes dispensant des formations sont certifiées
- 1 juriste a suivi une formation sur le droit des étrangers (21h), auprès de la FNCIDFF
- 1 Conseillère en Insertion Professionnelle a été sensibilisée à la santé mentale et aux « gestes qui sauvent » (6h30)
- 1 juriste a été sensibilisée aux cyberviolences dans le cadre d'un webinaire animé par Stopfisha (4h)
- Toute l'équipe a bénéficié d'une sensibilisation aux enjeux de l'Intelligence artificielle (2h), dispensée par « La bataille de l'IA »

Nos moyens d'action

Ils nous soutiennent

Le CIDFF de la Loire peut compter sur le soutien privilégié d'institutions publiques et en premier lieu du **Ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations**, via les Délégations Régionale et Départementale aux Droits des Femmes et à l'Egalité entre les femmes et les hommes, son financeur principal.

D'autres ministères et institutions contribuent au financement de l'activité du CIDFF 42 et à la mise à disposition de moyens matériels :

- Préfecture de la Loire
- Région AURA
- St-Etienne Métropole
- Ville de St-Etienne
- Caisses des Allocations Familiales de la Loire
- DREETS
- Département de la Loire
- Ville de Roanne
- Pilat Rhodanien
- Ville d'Andrézieux-Bouthéon
- Roannais Agglomération

Depuis 2021, le CIDFF organise un **comité des financeurs** annuel.

En 2025, le CIDFF a pu compter sur des financements privés du **Fonds de dotation transatlantique** et de la **Fondation l'Oréal.**

CIDFF DE LA LOIRE

18, avenue Augustin Dupré
04 77 01 33 55
Accueil téléphonique
du lundi au vendredi de 9h à 12h30

cidff42@cidff42.fr
https://loire.cidff.info/

Association régie par la loi 1901
Agréée par l'État
Membre de la FNCIDFF et de la FRCIDFF AURA

SIRET 508 518 040 00037 - APE 9499Z
N° de déclaration activité de formation : 84420467642